

Syndicat CGT Michelin

TRES IMPORTANT !!!

Dans la foulée de l'attaque qui est menée contre notre système de retraite mais aussi contre notre système de protection sociale, Sarkozy s'attaque aussi à notre système de médecine du travail.

Depuis longtemps les patrons font tout pour casser la médecine du travail qui à leurs yeux est un obstacle à l'exploitation humaine et à leurs profits financiers.

Une réforme sous la forme d'amendements au projet de loi sur les retraites arrive devant les députés.

Alors qu'aujourd'hui le médecin du travail reste le seul rempart en matière de santé entre les salariés et l'employeur, Sarkozy qui agit à la demande des patrons prévoit :

- la création d'équipes pluridisciplinaires qui en plus du médecin du travail seraient composées d'intervenants en prévention des risques professionnels et d'infirmiers (donc dépendant de l'entreprise).
- le développement de la compétence des infirmières en médecine du travail qui émettrait un diagnostic (aujourd'hui réservé exclusivement aux médecins).
- Le remplacement ponctuel des médecins du travail par des internes (ceux ci n'auront aucune connaissance des postes de travail, des spécificités de l'entreprise).

La finalité de l'ensemble de ces amendements est de transférer les pouvoirs du médecin du travail à une ou plusieurs personnes désignées par l'employeur.

Imaginons un instant si ici à l'usine, les divers responsables avaient le pouvoir d'agir à la place du médecin du travail !

Derrière cette réforme se profile peut être là aussi la fin des CHSCT dans les entreprises.

Au comble du foutage de gueule, un amendement prévoit la parité syndicats-employeurs dans les conseils d'administration des services de santé au travail mais avec voix prépondérante accordée au président issu des employeurs.

Ce sera donc une parité patronale.

RETRAITES

A coup de mensonges, de désinformation, de coups bas, l'armada du pouvoir, patronat compris, nous explique que reculer l'âge de départ en retraite est obligatoire car il n'y aura plus d'argent dans les caisses pour payer les retraites.

Pourtant les chiffres sont têtus:

-> 212 milliards d'euros de bénéfices pour les entreprises françaises du CAC 40 entre 2007 et 2009

-> 3 milliards par an de «niches fiscales» pour les 1% plus riches

-> 15 milliards d'exonérations de cotisations sociales en tout genre

-> 36 milliards de dividendes aux actionnaires des entreprises du CAC 40 en 2009

-> Entre 2004 et 2007, les 0.01 % des mieux payé-e-s ont amassé 40 % de capital de plus.

C'est donc plus un problème idéologique qu'un problème d'argent.

Pour les patrons, il faut coûte que coûte que la rentabilité soit maximum pour pouvoir amasser encore et encore des milliards d'euros.

Pour y arriver un seul moyen : exploiter au maximum les salariés quitte à les tuer au boulot, et maintenir le chômage à un niveau suffisamment haut pour que le travail devienne une denrée rare pour les jeunes.

C'est l'esprit de la réforme actuelle de Sarkozy et des patrons.

Non seulement nous ne pouvons cautionner une telle injustice, mais c'est de notre devoir, toutes et tous ensemble, que d'exiger le retrait pur et simple de cette réforme, qui va pénaliser exclusivement les plus faibles, et hypothéquer l'avenir de toute la jeunesse.

Ne nous laissons pas non plus duper par le projet sur la pénibilité qui ne prend pas en compte la réalité quotidienne de la vie au travail.

Sarkozy, Wauquiez, et consort seraient ils volontaires pour travailler dans les ateliers de production chez Michelin jusqu'à 65 ans?

Tous ces députés de la majorité présidentielle confortablement installés et grassement rémunérés seraient ils prêt à venir travailler en horaires alternants pendant 45 ans chez Michelin pour un salaire avoisinant le SMIC?

MOBILISONS NOUS ENCORE PLUS FORTEMENT
LE 23 SEPTEMBRE.
DES AUJOURD'HUI ENVISAGEONS
LA SUITE A CE MOUVEMENT
SI CETTE REFORME N'EST PAS RETIREE.